

Québec/Canada francophone : le mythe de la rupture

Anne-Andrée Denault

Number 778, May–June 2015

Francophonie en Amérique : entre rêve et réalité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/77924ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Denault, A.-A. (2015). Québec/Canada francophone : le mythe de la rupture. *Relations*, (778), 17–18.

Québec/Canada francophone : le mythe de la rupture

Pour bien des francophones du Canada, l'affirmation identitaire du Québec depuis la Révolution tranquille est perçue comme un abandon. Ce mythe tenace cache pourtant une continuité dans les relations, malgré leur transformation.

ANNE-ANDRÉE DENAULT

« Depuis les années 1960, le fossé n'a cessé de s'élargir entre le Québec et les francophones du reste du Canada [...] la province a une fois de plus tourné le dos aux autres francophones du pays, pour protéger ses propres lois linguistiques », pouvait-on lire dans le synopsis de l'émission *Faut pas croire tout ce qu'on dit*, le 7 février dernier, à la radio de Radio-Canada. Cette façon de généraliser et de dramatiser les rapports entre le Québec et les francophones hors Québec, en mettant l'accent sur les divergences, n'est évidemment pas nouvelle. La littérature sur les relations entre francophones est majoritairement marquée d'un discours de rupture et d'abandon de la part du Québec, que bien des Québécois ont eux-mêmes intégré, se permettant à l'occasion quelques séances d'auto-flagellation. Pourtant, quand on observe de plus près les actions de l'État québécois depuis 60 ans, il y a lieu de nuancer cette vision. Bien que les communautés ressentent toujours à l'occasion un sentiment d'abandon de la part du Québec, empiriquement, les relations et liens de solidarité perdurent, d'où l'importance de les contextualiser.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX ET LA FIN DU CANADA FRANÇAIS

Les rapports d'avant la Révolution tranquille étaient majoritairement organisés par l'Église à travers ses établissements de santé, d'éducation et de bienfaisance que l'on retrouvait un peu partout au Canada et aux États-Unis. Dans les années 1960, l'Église perd de son influence tandis que le nombre de ses fidèles diminue, particulièrement au Québec. Les nouvelles institutions mises en place par l'État finissent d'enterrer le rêve d'une civilisation canadienne-française catholique en Amérique, tel que porté jusqu'alors par le mouvement clérico-nationaliste.

Dans l'imaginaire collectif, le moment qui marque symboliquement ce changement est l'issue des États généraux du Canada français, en 1967. Réunis à Montréal, près de 2000 délégués élus affluent alors de partout au Canada. En tout, 17 documents de travail portant entre autres sur les droits linguistiques, l'éducation et le rôle du gouvernement fédéral sont soumis aux délégués pour adoption. La der-

nière résolution, proposant le droit à l'autodétermination du Canada français en tant que nation, et désignant du même souffle le Québec comme son territoire national, fit couler beaucoup d'encre, tellement qu'on en oublie le consensus entourant les 16 autres résolutions qui ont été débattues. En fait, ladite résolution, associée à tort à un élan indépendantiste, en est venue à incarner le moment de rupture du Canada français et, surtout, l'abandon du Québec¹. Appuyée en majorité par les délégués du Québec, l'histoire oubliée qu'elle a aussi été appuyée en majorité par les délégués de l'Acadie et de la Colombie-Britannique et que bon nombre de délégués se sont abstenus de voter.

Cette thèse de la rupture qui domine le discours public est donc à nuancer, et ce, pour trois grandes raisons. D'abord, elle tient fausement pour acquis que les relations entre francophones en Amérique du Nord, avant les États généraux, étaient lisses et harmonieuses alors que dans les faits, il existait une concurrence entre les collectivités qui créait de réelles tensions. Deuxièmement, en concentrant son attention sur le Québec et son projet nationaliste, cette thèse fait abstraction de la cristallisation identitaire perceptible aussi dans chacune des provinces. Les francophones se tourneront vers leur État-providence provincial et, éventuellement, vers le gouvernement fédéral pour assurer leur développement. Troisièmement, la fin du projet canadien-français ne signifie pas la fin des relations, mais leur transformation vers une étatisation de celles-ci.

LES POLITIQUES DU QUÉBEC

Dès son accession au pouvoir, en 1976, René Lévesque met en place des programmes originaux pour fédérer les francophones en Amérique. Étrangement, ce sont toutefois les paroles malheureuses qu'il a prononcées en 1968, qualifiant les francophones hors Québec de *dead ducks*, qui

La littérature sur les relations entre francophones est majoritairement marquée d'un discours de rupture et d'abandon de la part du Québec. Pourtant, il y a lieu de nuancer cette vision.

demeureront dans l'imaginaire, apportant ainsi de l'eau au moulin des tenants de la rupture. Ses politiques, ses programmes et surtout la vision de son gouvernement resteront malheureusement méconnus. Lévesque croyait en des rapports plus serrés avec les francophones en Amérique. Il prendra l'initiative d'organiser à Québec, en 1978, un grand rassemblement de francophones de partout en Amérique sous le thème du retour aux sources. Les participants par-

L'auteure est professeure au Département des sciences sociales du Cégep de Trois-Rivières et chercheure associée à la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques de l'Université d'Ottawa

tageront leur histoire et leur culture commune lors de cette rencontre, qui sera d'ailleurs un moment de révélation pour Zachary Richard. Le succès est tel qu'on répètera l'événement et qu'une agence gouvernementale sera créée: le Secrétariat permanent des peuples francophones. Malgré un climat économique morose, le gouvernement Lévesque octroie un crédit additionnel de 490 000 \$ pour sa création. Sa mission est de faire connaître les milieux variés de la francophonie nord-américaine et d'être un lieu de coordination des relations entre francophonies en assumant une permanence.

Le Québec devra projeter une plus grande image de cohésion et d'unité s'il veut se faire reconnaître comme foyer de la langue française en Amérique.

En fermant ses portes, en 1992, le Secrétariat laissera un vide chez les francophones aux États-Unis, qui bénéficiaient d'un financement de leurs organisations, tandis que les communautés au Canada se tourneront encore davantage vers le gouvernement fédéral¹. Son existence aura permis de renforcer les relations entre francophones au Canada et aux États-Unis, palliant la perte des réseaux traditionnels de l'Église catholique. Parallèlement, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, créé par Québec en 1984, continue ses programmes, mais ses orientations demeurent floues et ses budgets modestes servent davantage à saupoudrer du financement pour des projets mineurs. Il faudra attendre 1995 pour que soit mise sur pied une politique claire visant les communautés francophones du Canada.

UNE NOUVELLE ÈRE?

Au début des années 2000, l'État québécois annonce un renouvellement dans la façon d'envisager les rapports avec les collectivités francophones en Amérique. Il déclare le retour du Québec dans le giron de la francophonie canadienne et affirme le Québec comme foyer principal. Cette orientation politique s'inscrit dans les recommandations de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec (2001), qui recommande une plus grande solidarité et plus d'échanges, de partenariats et de ressources pour appuyer les francophones à l'extérieur du Québec. Le gouvernement a aussi comme projet la création d'une institution, le Centre de la francophonie des Amériques. Il cherche à renouer avec l'ensemble des collectivités francophones, mais aussi avec tous les francophiles des Amériques. Cette visée continen-

taile signale une nouvelle orientation qui ne s'adresse plus uniquement aux collectivités qui partagent une culture et une histoire commune. Selon certains, le Québec dénationalise ses rapports avec les francophones. En élargissant son mandat aux Amériques et aux Caraïbes, le Centre devient surtout un instrument pour le développement de relations internationales misant sur le français comme langue d'usage.

Les relations entre le Québec et les collectivités francophones d'Amérique n'ont jamais été au beau fixe. Le Québec ne leur a toutefois pas tourné le dos pour autant. Bien qu'elles se soient radicalement transformées, les relations perdurent dans un contexte où le cadre fédératif ne permet pas toujours la marge de manœuvre nécessaire à une solidarité sans failles. Depuis quelques années, le Québec, en tant qu'unique État francophone en Amérique, tente d'établir son leadership à travers le renforcement de ses liens et de se réinscrire dans l'Amérique francophone. Les efforts semblent payer. Le Centre de la francophonie des Amériques a acquis une bonne crédibilité dans les milieux francophones et la nature des rapports change progressivement. Il reste toutefois beaucoup à faire.

D'abord, il faut cesser de brasser les vieux discours de la rupture et analyser les phénomènes dans leur contexte. Surtout, il faut mieux appuyer les francophones du Canada, notamment en revendiquant le principe du fédéralisme asymétrique. Trop souvent, la lecture que font les représentants de l'État québécois des luttes des francophones à l'extérieur du Québec nuit à une relation solidaire tant souhaitée. La position du Québec à l'égard de la cause de la Commission scolaire francophone du Yukon en est un exemple. Le Québec s'est récemment opposé, devant la Cour suprême, à ce que la Commission scolaire ait le pouvoir de décider de l'admission d'élèves francophones, de crainte que ce pouvoir ne s'applique également aux commissions scolaires anglophones québécoises, dont la situation est juridiquement similaire, mais politiquement et culturellement très différente. Le Québec devra projeter une plus grande image de cohésion et d'unité s'il veut se faire reconnaître comme foyer de la langue française en Amérique. Il devra aussi tenter de dissiper le malaise qui habite toujours les communautés francophones du Canada, celles-ci n'étant pas conquises d'avance. ●

1. Par un glissement de sens, de nombreux auteurs parleront par la suite de la résolution sur l'autodétermination du Québec. Cette confusion montre en partie à quel point le discours de la rupture a été efficace pour blâmer le mouvement nationaliste québécois dans cette transformation identitaire du Canada français.

2. Certaines institutions franco-américaines et canadiennes financées par le Québec ne survivront pas, tandis que d'autres, portées à bout de bras, se transformeront.